

III SOCIÉTÉS CANADIENNES EN AFRIQUE DU SUD

La tendance au désinvestissement, notée dans le rapport de l'an dernier, s'est affirmée en 1987 et persiste en 1988. Onze sociétés canadiennes ont vendu leurs intérêts sud-africains en 1987 et deux autres ont déclaré leur intention de le faire en 1988. Le tableau I illustre cette situation.

TABLEAU I		
DÉSINVESTISSEMENT DES SOCIÉTÉS CANADIENNES EN AFRIQUE DU SUD		
1986	1987	1988
1. Alcan Aluminium Ltd.	1. AMCA International Ltd.	**1. National Business Systems Inc.
2. Bata Ltd.	2. Champion Road Machinery Ltd.	***2. Sternson Ltd.
3. Dominion Textile Inc.	3. Chempharm Ltd.	
4. Jarvis Clark Co. (CIL)	4. Cobra Metals & Minerals Inc.	
5. Menora Resources Inc. a interrompu ses opérations en novembre 1986 mais les a reprises en 1987	5. Cominco Ltd.	
	6. DeLCan Ltd.	
	7. Falconbridge Ltd.	
	*8. Ford Motor Company of Canada Ltd.	
	9. International Thomson Organization Ltd.	
	10. Jos E. Seagram & Sons Ltd.	
	11. Moore Corporation	
* Ford a signifié son intention de désinvestir au milieu de 1987 mais les négociations n'ont pris fin qu'au milieu de 1988.		
** National Business Systems a laissé entendre que son désinvestissement aurait lieu en 1988		
*** Sternson Ltd. a laissé entendre que son investissement aurait probablement lieu en juin 1988.		

Les raisons du désinvestissement n'ont guère changé au cours de l'année écoulée. Les considérations économiques ont continué à jouer un rôle déterminant dans la décision de la haute direction des sociétés canadiennes de désinvestir ou, au contraire, de se maintenir en Afrique du Sud. Bien que, de négative en 1985, la croissance de l'économie sud-africaine ait été de 2,5 % en 1987, l'insuffisance de son rétablissement et l'incertitude de sa durée ont dissuadé de nombreuses sociétés étrangères de poursuivre indéfiniment leurs opérations sud-africaines. L'incertitude persistante de la situation politique n'a

pas non plus inspiré aux milieux d'affaires la confiance requise pour encourager des engagements à long terme. En outre, ceux qui ont des intérêts américains importants ne sont pas disposés à les voir compromis par le maintien, au mieux, de revenus incertains d'Afrique du Sud. En particulier, les pressions croissantes exercées par le public et le Congrès aux États-Unis - conjuguées au départ du révérend Sullivan et à son appel au désinvestissement - incitent à penser que la combinaison des affaires américaines avec les affaires sud-africaines n'est plus viable. Étant donné que leurs investissements aux États-Unis sont beaucoup plus importants qu'en Afrique du Sud, la plupart des sociétés canadiennes qui ont des intérêts dans les deux pays sont presque invariablement amenés à faire un choix en faveur du premier.

Le "facteur de harcèlement" a conservé son importance car les adversaires de l'apartheid ont continué à exercer des pressions suffisantes dans certains cas pour influencer les décisions en faveur du désinvestissement. Cela est particulièrement vrai des établissements d'enseignement canadiens qui, en général, ont eu tendance à céder à ces pressions, ce serait-ce que pour jouir de la tranquillité nécessaire pour concentrer leurs efforts sur leur secteur principal de responsabilité: l'éducation. Cela explique qu'elles se soient débarrassées des actions de leur fonds de dotation prises dans des sociétés entretenant des liens avec l'Afrique du Sud. Bien que tous les établissements d'enseignement canadiens ne l'aient pas fait, leur tendance à se défaire de ces actions constitue, en général, un phénomène qui gagne progressivement l'ouest du pays. Comme nous l'avons déjà indiqué, les fonds de pension n'ont en général pas été touchés car ils sont soumis à des restrictions législatives qui interdisent à leurs administrateurs de prendre des mesures qui sont inspirées par des considérations autres que strictement financières (par ex., morales ou politiques).

Avec l'exode des sociétés canadiennes mentionnées ci-dessous, il ne reste actuellement en Afrique du Sud que l'Ambassade du Canada et neuf sociétés affiliées canadiennes. Leur liste figure au tableau II. Deux d'entre elles - National Business Systems Inc. et Sternson Ltd. - ont signalé leur intention de désinvestir en 1988.

TABLEAU II
SOCIÉTÉS OU INSTITUTIONS CANADIENNES AUXQUELLES DES ENTREPRISES SUD-AFRICAINES SONT AFFILIÉES (au 31 mai 1988)
1. Bauer & Crosby Inc., Kingston (Ontario)
2. Bayer Foreign Investments Ltd., Toronto (Ontario)
3. Gouvernement du Canada (Ambassade du Canada, Pretoria), Ottawa (Ontario)
4. JKS Boyles International Inc., Toronto (Ontario)
5. Menora Resources Inc., Toronto (Ontario)
6. National Business Systems Inc., Toronto (Ontario)
7. QIT Fer et Titane Inc., Montréal (Québec)
8. Sternson Ltd., Brantford (Ontario)
9. Varsity Corporation (Massey-Ferguson), Toronto (Ontario)
10. Unican Security Systems Ltd., Montréal (Québec)